

REPUBLIQUE FRANCAISE
—
DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
—
VILLE DE MERIGNAC
—
ARRETE MUNICIPAL

Le Maire de la Ville de Mérignac,

Vu la convention de Vienne du 8 novembre 1968 portant sur la signalisation routière,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses Articles L 2213-1, 2, 3, 4, 5 et 6,
Vu le Code de la Route et notamment les articles L. 325-1 à L. 325-3, L. 411-1 et R. 417-10,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Considérant les nouveaux aménagements de voirie consécutifs aux travaux d'extension de la ligne A du TRAMWAY en direction de l'aéroport, au carrefour constitué des voies suivantes : avenue JF KENNEDY, avenue de BEAUDESERT, avenue Charles LINDBERGH,
Considérant l'abrogation de toutes les décisions antérieures sur le carrefour constitué des voies suivantes : avenue JF KENNEDY, avenue de BEAUDESERT et avenue Charles LINDBERGH,
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité publique,
Considérant que pour cela, il est nécessaire de prendre les mesures adéquates,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Cet arrêté abroge toutes décisions antérieures sur le carrefour constitué des voies suivantes : avenue JF KENNEDY, avenue de BEAUDESERT et avenue Charles LINDBERGH.

ARTICLE 2

La présente décision prendra effet le **03.03.2023**.

ARTICLE 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
 - Commissariat de police
 - Direction Générale des Services
 - Police Municipale
 - Bordeaux Métropole Signalisation
- qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à Mérignac, 03 mars 2023




Alain ANZIANI
Maire de Mérignac

Fin du document